



Marseille, le 29 Juin 2015

Bouches-du-Rhône : Les Maires en colère contre l'augmentation des charges transférées par l'Etat aux Communes

L'exaspération a encore augmenté d'un cran. C'est le message des Maires des Bouches-du-Rhône réunis en Assemblée Générale et porteurs de 95 suffrages (sur les 119 Communes que compte le Département).

Le Maire de Marseille, Jean-Claude GAUDIN, et la nouvelle Présidente du Conseil Départemental, Martine VASSAL, sont venus apporter leurs soutiens solidaires à l'expression unanime de « ras le bol » face à l'accumulation des contraintes financières qui pèsent sur les Communes un peu plus semaines après semaines.

Le Président de l'Union des Maires, Georges CRISTIANI, résume la situation : « Depuis plusieurs années, à chaque nouvelle disposition décidée par l'Etat correspond une facture supplémentaire pour les collectivités locales qui ne sont bonnes qu'à payer. La situation est aujourd'hui intenable pour les Maires obligés de réduire les investissements mais aussi les services de proximité.

Pas plus que cette solution, l'augmentation de la fiscalité des ménages et des entreprises n'est une issue acceptable. Dans tous les cas, il sera facile d'accuser les Communes d'être soit trop dépendantes, soit mauvaises gestionnaires ».

Pour ce qui concerne plus particulièrement les Bouches-du-Rhône, les 119 Communes ont déjà perdu 105 millions d'euros depuis 2013 et il convient d'ajouter à ce coût 55 millions supplémentaires pour 2015. Pendant le même temps, les Intercommunalités se sont vues amputer de près de 53 millions...soit une perte totale de plus de 200 millions, qui pèse directement sur les budgets locaux.

A cette réalité, les Maires ajoutent le coût de la réforme scolaire (dépassant largement la compensation de l'Etat) auquel il conviendra d'ajouter la réalisation à la charge des Communes des nouveaux manuels scolaires issus de la réforme en cours.

Les Maires qualifient aussi d'abusives les pénalités versées à l'Etat par les villes dites carencées en logements sociaux sans prendre en considération les contraintes locales et notamment urbanistiques de ces dernières.

Dans ce contexte de déconsidération de l'échelon communal, les Maires ont particulièrement mal accueilli la dernière déclaration de la Ministre de la Décentralisation désignant les Régions comme le niveau le plus représentatif de la nouvelle organisation territoriale voulue par l'Etat.

Pour toutes ces raisons, les Maires des Bouches du Rhône ont décidé de participer activement à la journée nationale de protestation des Maires de France programmée le 19 septembre à l'initiative de l'Association des Maires de France.

Détermination sur la métropole

Le Maire de Marseille, tout en réitérant ses réserves sur la Métropole qui va « trop loin, trop fort et trop vite » a regretté la faiblesse de son financement par l'Etat, et la Présidente du Conseil Départemental se sont déclarés en faveur d'une « métropole de projets, progressive et constructive ».

A ce titre, la marche forcée de la Mission de Préfiguration d'Etat a centralisé les critiques unanimes et toute création métropolitaine, à laquelle ne participerait pas l'Union des Maires des Bouches-du-Rhône, a été par avance écartée.

Il a été observé, qu'au-delà des postures et des déclarations, c'est la décision de l'Union des Maires qui devrait en définitive s'imposer.

En complet accord avec ce principe, le Maire de Marseille, qui s'est gardé de toute prospective, a indiqué son intention de ne rien précipiter et de participer avec l'Union des Maires, selon un calendrier restant à la décision des élus, au choix des dispositions permettant une mise en œuvre opérationnelle et réaliste de la métropole.